

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 PERIGNY

Périgny, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF - GDF Marcel Paul

Rue Marcel Paul
17000 La Rochelle

Références : 0007205892/2026/109
Code AIOT : 0007205892

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement EDF - GDF Marcel Paul implanté Rue Marcel Paul 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette inspection est de s'assurer que les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société SPEED REHAB en date du 4 septembre 2025 sont respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF - GDF Marcel Paul
- Rue Marcel Paul 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007205892
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AUG situé rue Marcel Paul est un ancien site GDF en cours de réhabilitation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture et sécurisation	AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1	Sans objet
2	Moyens de prévention	AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1	Sans objet
3	Surveillance de la qualité de l'air	AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 septembre 2025 a permis de lever trois des dispositions pour lesquelles l'exploitant était mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 4 septembre 2025.

La disposition relative à la formation du personnel n'a pu être constatée sur site compte tenu de l'arrêt du chantier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture et sécurisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et sécurisation
Prescription contrôlée : Mise en place d'une clôture et sécurisation du site sous 5 jours
Constats : À l'arrivée de l'inspecteur le 10 septembre 2025, le site était correctement clôturé, les deux portails étaient entravés par des chaînes et cadenas fermés. L'inspecteur a constaté la présence d'un personnel de gardiennage, l'exploitant ajoute que ce dernier est présent 24h/24. L'exploitant respecte le point "clôture et sécurisation du site" prescrit à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de prévention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Mise en place de l'hydro-covering ou de dispositifs de bâchage sur les terres susceptibles d'être odorantes sous 5 jours
Constats : L'exploitant a disposé des bâches sur l'ensemble des terres susceptibles d'être odorantes. Ces dernières sont maintenues par des agrafes métalliques et des plots en béton. Le jour de la visite, l'aspiration de la tente est en action, l'exploitant indique qu'aucun matériau n'est entreposé sous cette dernière mais que l'aspiration reste allumée 24h/24 pour éviter toute odeur résiduelle pouvant provenir de la tente. L'exploitant respecte le point "prévention" prescrit à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée : Mise en œuvre d'une surveillance de la qualité de l'air visant à s'assurer que le chantier de réhabilitation ne conduit pas à des émanations de nature à incommoder le voisinage sous 5 jours
Constats : Une surveillance analytique de l'air est réalisée quotidiennement sur site. Cette dernière se compose de PID et de radiéllos situés en 6 points de mesure. Les PID donnent les valeurs en COVtotaux, PM2.5 et PM10. Ces valeurs sont publiées et font l'objet d'un reporting quotidien. Les mesures d'échantillonnage passif (radiéllos) sont publiées de façon hebdomadaire. L'exploitant indique que des tournées de « constatation » sont effectuées tous les jours du lundi au vendredi. Le but est de déterminer quotidiennement si le site est à l'origine d'odeurs. Une fiche est systématiquement rédigée et prise en compte dans le reporting effectué par le bureau d'étude WSP. L'exploitant a mis en œuvre les actions prescrites par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 septembre 2025 dans le but de surveiller et de s'assurer que le chantier de réhabilitation ne conduit pas à des émanations de nature à incommoder le voisinage.
Type de suites proposées : Sans suite